

Centrafrique: l'armée française détruit des véhicules de l'ex-rébellion Séléka

AFP 30/01/15



La riposte militaire française de l'opération Sangaris face à des groupes lourdement armés à 600 km au Nord de Bangui, à Batangafo.

Des militaires français de l'opération Sangaris ont détruit jeudi soir des véhicules abandonnés par d'ex-rebelles Séléka qui avaient menacé une délégation officielle dans le nord-est de la Centrafrique, a-t-on appris vendredi auprès de Sangaris.

La délégation s'était rendue à Bamingui dans le cadre des consultations lancées en province par le gouvernement en vue du forum de réconciliation prévu en mars à Bangui, la capitale de ce pays plongé dans une grave crise depuis près de deux ans.

"Une colonne de véhicules remplis d'hommes armés a menacé la délégation qui venait de mener" des consultations, exigeant qu'elle "quitte la région", a expliqué à l'AFP le conseiller en communication de la force Sangaris, Laurent Bastide.

"Suite à cette menace, nous avons envoyé un hélicoptère qui a effectué un tir de sommation en avant de la colonne", a-t-il ajouté. Selon Sangaris, les hommes armés se sont alors dispersés "dans la brousse" avec "tout leur armement". "Nous avons détruit l'ensemble des pick-up de manière à anéantir leur capacité de déplacement. Nous n'avons constaté aucune victime civile, ni blessée ni tuée", a ajouté la source française.

Ces hommes armés appartiennent au Front populaire pour la restauration de la Centrafrique (FPRC), une faction de l'ex-Séléka hostile aux consultations lancées par le gouvernement.

Joint par l'AFP, un porte-parole du FPRC, Mahouloud Moussa Moctar, a accusé les soldats français de les avoir "attaqués gratuitement". Selon lui, le raid français a fait au moins deux morts et détruit quatre véhicules du FPRC.

Les multiples exactions commises par les rebelles de la Séléka, essentiellement musulmans, à leur arrivée au pouvoir en mars 2013 contre les populations majoritairement chrétiennes du pays ont débouché sur la création de milices d'autodéfense anti-balaka. Ces milices s'en sont pris à leur tour aux civils musulmans, plongeant le pays dans une crise sécuritaire, humanitaire et politique sans précédent.

L'intervention en décembre 2013 de la force Sangaris, épaulée par des soldats de l'Union africaine remplacés ensuite par une force onusienne, a permis de stabiliser la situation, notamment à Bangui, sans pour autant pacifier l'ensemble du territoire.

Centrafrique: Sangaris détruit des véhicules d'ex-rebelles Seleka

Par RFI - Publié le 30-01-2015 Modifié le 30-01-2015 à 22:13



Un soldat de la force Sangaris dans les rues de Bangui, le 18 janvier 2014. REUTERS/Siegfried Modola

Des militaires français de l'opération Sangaris ont détruit jeudi soir des véhicules abandonnés par d'ex-rebelles Seleka qui avaient menacé une délégation officielle dans le nord-est de la Centrafrique.

Que s'est-il passé hier dans la préfecture du Bamingui Bangoran, au nord de la Centrafrique. Pourquoi les hélicoptères de Sangaris ont-ils décidé d'intercepter un convoi de quatre véhicules chargés de combattants du FPRC, l'un des groupes issus de l'explosion de la Seleka?

Des sources militaires françaises affirment que les 4 véhicules interceptés étaient chargés à bloc de combattants lourdement armés, 50 à 70 personnes qui prenaient la direction d'une localité de la préfecture où devaient se dérouler des consultations à la base pour les perturber. Et que passé les tirs de sommation, les combattants rebelles préparant leur armement, le feu a été ouvert sur les quatre véhicules.

Des affirmations que dément le porte-parole du FPRC, qui affiche son incompréhension de telles frappes.

Armée française et ex-rebelles sont simplement d'accord sur le fait que les combattants ont eu le temps de quitter les véhicules avant leur destruction.

Ces frappes illustrent bien en tout cas les tensions qui existent en zone ex-Seleka autour des consultations à la base organisées pour préparer le forum de Bangui. A Bambari, Bria ou Kaga Bandoro, le FPRC et ses sympathisants ont entravé le démarrage de ces consultations.

Dans un communiqué diffusé hier, Sangaris et la mission des Nations unies MINUSCA disent avoir renforcé les conditions de sécurité afin de permettre le déroulement ou la poursuite des consultations. Et encouragent tous les acteurs concernés à prendre part à cet exercice historique.